

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

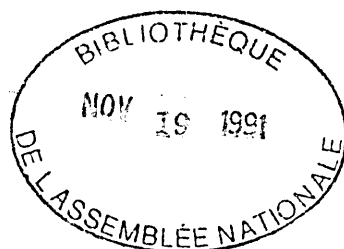
Projet de loi 406

## **Loi sur l'Institut québécois de réforme du droit**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Gil Rémillard  
Ministre de la Justice**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1991**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet de constituer l'Institut québécois de réforme du droit. L'Institut aura pour mission de soumettre au ministre de la Justice des propositions visant la réforme et le développement du droit.*

*L'Institut devra élaborer et faire approuver par le ministre les programmes de recherches qu'il se propose d'entreprendre. Il devra se saisir en priorité des demandes d'études ou d'avis que pourra lui faire le ministre.*

*L'Institut sera composé de cinq à neuf membres dont certains pourront être nommés à temps partiel. Son secrétaire et son personnel seront de la fonction publique.*

*Les programmes de recherches ainsi que les rapports de recherches et d'activités de l'Institut seront déposés devant l'Assemblée nationale.*

# Projet de loi 406

## Loi sur l'Institut québécois de réforme du droit

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### CHAPITRE I

#### CONSTITUTION ET MISSION

**1.** Est constitué l'Institut québécois de réforme du droit.

**2.** L'Institut a pour mission de soumettre au ministre des propositions de réforme et de développement du droit, notamment par l'adaptation du système juridique aux besoins de la société, par la simplification, la codification et l'harmonisation des règles de droit et par l'humanisation des institutions liées à l'administration de la justice.

**3.** Pour l'accomplissement de sa mission, l'Institut effectue lui-même ou dirige des recherches dans le cadre de programmes qu'il élabore.

De plus, il peut:

1° promouvoir la collaboration et la concertation des chercheurs, des praticiens et des organismes qui exercent leur activité dans le domaine juridique ou dans ses autres domaines de recherche;

2° examiner les propositions de réforme présentées par les personnes et les organismes intéressés;

3° tenir des colloques et des réunions d'information ou de consultation;

4° publier des études ou participer à leur publication.

4. L'Institut soumet à l'approbation du ministre les programmes de recherches qu'il se propose d'entreprendre.

Il donne suite en priorité aux demandes d'avis ou de recherches que lui adresse le ministre.

5. Sur demande du ministre, l'Institut doit lui rendre compte de l'état de ses travaux.

6. Les ministères et les organismes publics doivent mettre à la disposition de l'Institut tous les renseignements qu'il requiert et lui fournir toute l'aide nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

## CHAPITRE II

### FONCTIONNEMENT

7. L'Institut a son siège sur le territoire de la Communauté urbaine de Québec.

8. L'Institut est composé de cinq à neuf membres nommés par le gouvernement sur la recommandation du ministre.

La majorité des membres, dont le président et le vice-président, sont nommés à temps plein; les autres membres sont nommés à temps plein ou à temps partiel.

Les membres à temps plein sont choisis parmi les personnes possédant une formation en droit ou ayant manifesté un intérêt soutenu pour le droit, et ceux à temps partiel parmi les personnes compétentes dans les domaines de recherches de l'Institut.

Le mandat des membres à temps plein est d'une durée maximale de cinq ans, et celui des membres à temps partiel d'une durée maximale de trois ans.

9. À l'expiration de leur mandat, les membres demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

10. Le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres de l'Institut.

11. Le président assure la direction de l'Institut et préside ses réunions.

En cas d'empêchement du président ou de vacance de son poste, la présidence est assumée par le vice-président.

**12.** Le secrétaire et le personnel nécessaire à l'exécution des travaux de l'Institut sont nommés conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1).

**13.** Le quorum aux réunions de l'Institut est de trois membres, dont le président, et leurs décisions sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, le président a voix prépondérante.

**14.** L'Institut peut, par règlement intérieur approuvé par le ministre, régir son activité.

**15.** L'exercice financier de l'Institut se termine le 31 mars.

**16.** L'Institut doit, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, soumettre au ministre un rapport de ses activités pour l'exercice précédent.

**17.** Le ministre dépose devant l'Assemblée nationale les programmes de recherches, les rapports de recherches et les rapports d'activités de l'Institut dans les quinze jours de leur approbation s'il s'agit des programmes de recherches ou de leur remise s'il s'agit des rapports. Si l'Assemblée ne siège pas, ils sont déposés dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

### CHAPITRE III

#### DISPOSITIONS DIVERSES

[[**18.** Les sommes requises pour le premier exercice financier de l'Institut sont prises sur le fonds consolidé du revenu dans la mesure déterminée par le gouvernement.]]

**19.** Le ministre de la Justice est chargé de l'application de la présente loi.

**20.** La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement.